

INSTRUCTION

N° 98-036-M22 du 19 février 1998

NOR : BUD R 98 00036 J

Texte publié au BOCP

ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX

ANALYSE

Prestation spécifique dépendance - Dispositions d'ordre budgétaire et comptable.

Date d'application : 19/02/1998

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; SERVICES MÉDICO-SOCIAUX ;
COMPTABILITÉ ; PRESTATION SPÉCIFIQUE DÉPENDANCE ; PRISE EN CHARGE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 97-024-M22 du 20 février 1997

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	TGAP	RF	T	DOM							

DIFFUSION

GT 21

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureau D2

SOMMAIRE

1. LA PRESTATION SPÉCIFIQUE DÉPENDANCE.....	3
2. ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, TENUS EN COMPTABILITÉ M 21, ET GÉRÉS EN BUDGETS ANNEXES D'UN CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) TENU EN COMPTABILITÉ M 14.....	4
3. RÉGULARISATION DU COMPTE 4817 « APUREMENT DES ANCIENS COMPTES RELATIFS AUX FRAIS EXTRAORDINAIRES AUTRES QUE LES FRAIS DE PREMIER ÉTABLISSEMENT ET LES FRAIS D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES ».....	4

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire interministérielle DAS/CP n° 98/88 du 11 février 1998 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicables aux établissements sociaux et médico-sociaux.	6
ANNEXE N° 2 : Décret n° 97-427 du 28 avril 1997 portant application de certaines dispositions de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance.	10

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des trésoriers, gérant des établissements publics sociaux et médico-sociaux, la circulaire interministérielle DAS/CP n° 98/88 du 11 février 1998 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicable à ces établissements (annexe n°1).

Cette circulaire :

- définit les modalités de mise en oeuvre des dispositions législatives et réglementaires de la prestation spécifique dépendance (décret n° 97-427 du 28 avril 1997 joint en annexe n°2) ;
- met à jour les nomenclatures des établissements sociaux et médico-sociaux publics (arrêté du 12 août 1987 modifié) applicable à compter de l'exercice budgétaire et comptable 1998.

Cette instruction précise par ailleurs quelques aspects réglementaires relatifs à ces établissements.

1. LA PRESTATION SPÉCIFIQUE DÉPENDANCE

Elle peut être versée, tous les mois, depuis le 1er septembre 1997, par les départements aux comptables gérant des établissements hébergeant des personnes bénéficiaires de la prestation spécifique dépendance (P.S.D.).

Cette recette fait l'objet d'un enregistrement sur le bordereau P 503 « relevé des recouvrements avant émission des titres ».

Ecritures comptables.

☞ Au titre de l'exercice 1997, pour les premiers versements :

Débit	515	Compte au Trésor	
	Crédit	471	Recettes à classer ou à régulariser

Ces sommes font l'objet d'un titre de recettes qui s'impute aux subdivisions du compte 7061 « produit des tarifications relevant de la loi sociale ».

- pour les versements ultérieurs.

Pour ces versements, au titre du même exercice, l'ordonnateur émet les titres de recettes à l'encontre du département.

- Prise en charge des titres de recettes.

Débit	4114	Départements	
	Crédit	Subdivision concernée du compte 7061	Produits des tarifications relevant de la loi sociale

☞ Au titre de l'exercice 1998 :

- Emission du titre de recettes par l'ordonnateur, imputé au compte 7063 « prestation spécifique dépendance » ouvert à cet effet ;
- Prise en charge du titre de recettes par le comptable.

Débit	4114	Départements	
	Crédit	7063	Prestation spécifique dépendance

- Encaissement des versements.

Débit	515	Compte au Trésor	
	Crédit	4114	Départements

2. ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX, TENUS EN COMPTABILITÉ M 21, ET GÉRÉS EN BUDGETS ANNEXES D'UN CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) TENU EN COMPTABILITÉ M 14.

Afin de remédier aux difficultés rencontrées par les comptables et notamment pour ceux gérant des établissements sociaux et médico-sociaux en budgets annexes, il est apparu impératif d'harmoniser la numérotation du compte de liaison ouvert dans le budget principal, tenu en M 14, et celle du compte de liaison ouvert dans les budgets annexes, tenus en M 21.

Ainsi, à compter de l'exercice 1998, pour les services sociaux et médico-sociaux rattachés à un établissement public local autre qu'un établissement public de santé, il convient d'utiliser le compte 455 « Service relevant de la loi du 30 juin 1975 » éventuellement subdivisé, comme compte de liaison avec la comptabilité principale.

3. RÉGULARISATION DU COMPTE 4817 « APUREMENT DES ANCIENS COMPTES RELATIFS AUX FRAIS EXTRAORDINAIRES AUTRES QUE LES FRAIS DE PREMIER ÉTABLISSEMENT ET LES FRAIS D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES ».

L'instruction interministérielle M 21 édition 1988 précise que ce compte « a été créé pour apurer les subventions d'équipement versées ou à verser, les frais d'aliénation, les autres frais extraordinaires et les frais financiers à amortir, déduction faite des amortissements relatifs à ces opérations constatées jusqu'au 31 décembre 1987 ».

Il devait faire l'objet d'un amortissement étalé sur 5 ans. Dès lors, l'opération suivante devait être passée :

- débit du compte 6812 « dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir » par crédit du compte 4817.

L'instruction n° 88-144 M2 du 23 décembre 1988 précise que si la disposition ci-dessus n'a pas été mise en application en 1988, l'apurement du compte 4817 devait impérativement commencer au 1er janvier 1989 et le délai d'apurement était, de ce fait, ramené à 4 ans. Dès lors, ce compte devait définitivement être soldé en 1993.

En conséquence, si les instructions citées ci-dessus n'ont pas été mises en application à la date prévue, il convient de procéder en une seule fois à l'amortissement de l'opération par le débit du compte 6812 afin de solder définitivement ce compte.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

ANNEXE N° 1 : Circulaire interministérielle DAS/CP n° 98/88 du 11 février 1998 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicables aux établissements sociaux et médico-sociaux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ
PUBLIQUE
Bureau D2

MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ
DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE

Bureau TS2

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

LE MINISTRE DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ

à

Messieurs les PREFETS DE RÉGION
Directions régionales des Affaires
sanitaires et sociales
Mesdames et Messieurs
les PREFETS DE DÉPARTEMENT
Directions départementales
des Affaires sanitaires et sociales

Madame et Messieurs les
TRESORIER-PAYEURS GÉNÉRAUX
DE RÉGION
Mesdames et Messieurs
Les TRESORIER-PAYEURS GÉNÉRAUX

**Circulaire interministérielle DAS/CP n° 98/88 du 11 février 1998
portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable
applicables aux établissements sociaux et médico-sociaux publics**

La présente circulaire a pour objet de porter à la connaissance des ordonnateurs et des trésoriers :

- les modalités de mise en oeuvre des dispositions législatives et réglementaires de la prestation spécifique dépendance.
- la mise à jour des nomenclatures des établissements sociaux et médico-sociaux publics (arrêté du 12 août 1987 modifié) applicable à compter de l'exercice budgétaire et comptable 1998.

ANNEXE N° 1 (suite)

I - DISPOSITION LEGISLATIVE ET REGLEMENTAIRE RELATIVE A LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE

A. Définition

La loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 a créé, dans l'attente d'une loi instituant une prestation d'autonomie pour personnes âgées dépendantes, une prestation spécifique dépendance (P.S.D.) visant à mieux répondre aux besoins des personnes âgées.

L'article 13 du décret n° 97-427 du 28 avril 1997 a notamment pour objet de permettre l'attribution de la prestation à des personnes âgées dépendantes vivant en établissement, quel que soit le statut juridique de celui-ci, en fonction de la tarification en vigueur (application de l'article 22 de la loi), dans l'attente d'un nouveau régime de tarification des prestations des établissements hébergeant des personnes âgées.

Pour chaque personne hébergée qui demande la prestation spécifique dépendance (P.S.D.), le Président du Conseil général peut fixer le montant auquel elle a droit, en fonction du montant de prestation qu'il a arrêté pour le groupe iso-ressources dans lequel elle se situe et pour l'établissement qui l'héberge (montant de prestation attribuable) et compte-tenu de ses ressources.

La prestation spécifique dépendance (P.S.D) qui est versée directement à l'établissement s'analyse donc, dans les conditions prévues par l'article 22 précité, comme une prestation tendant à rendre solvable la personne âgée dépendante, sans impact sur la structure de la tarification, l'établissement ne facturant à la personne bénéficiaire de la prestation spécifique dépendance (P.S.D) que la différence entre le montant de ses frais d'hébergement et le montant de la prestation qui lui a été attribuée.

B. Date de mise en oeuvre et périodicité

La prestation spécifique dépendance (P.S.D) peut être versée à compter de la date de notification de la décision d'attribution prise par le Président du Conseil général.

C. Dispositif budgétaire et comptable

a) Versements au titre de l'exercice 1997.

S'agissant des sommes versées au titre de l'exercice 1997, l'ordonnateur de l'établissement doit émettre les titres de recettes correspondant à la P.S.D à l'encontre du département.

Les titres de recettes s'imputent aux subdivisions du compte 7061 « produit des tarifications relevant de la loi sociale » en fonction de la nature du financement de l'établissement.

Ces titres de recettes doivent être accompagnés d'un état établi par l'ordonnateur de l'établissement et indiquant le nom des bénéficiaires et le montant à verser par les départements concernés au titre de chacun d'eux.

b) Versements au titre de l'exercice 1998.

Les versements effectués au titre de l'exercice 1998 seront enregistrés au compte 7063 « prestation spécifique dépendance » créé à cet effet.

ANNEXE N° 1 (suite)

Tant que l'établissement n'a pas passé la convention prévue à l'article 23 de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997, le versement de la P.S.D ne doit pas avoir d'impact sur la structure tarifaire de l'établissement et donc sur le prix de journée hébergement, l'établissement doit retrancher de ce prix applicable à tous les résidents le montant de la prestation attribuée au bénéficiaire.

Le solde représente donc les frais d'hébergement restant à la charge de ce dernier. Ce solde donne lieu à émission d'un titre de recettes émis à l'encontre de l'hébergé si celui-ci est payant et à l'encontre du département si l'hébergé est admis à l'aide sociale.

II - MISE A JOUR DE LA NOMENCLATURE FIXEE PAR L'ARRÊTE DU 12 AOÛT 1987

Il est rappelé que cet arrêté est inséré dans l'annexe II, tome II de l'instruction M21 (page 70 à 100).

Comptes à ouvrir pour les exercices budgétaires et comptables 1998 et suivants.

Annexe 1 (page 71), annexe 2 (page 79) et annexe 3 (page 84).

Comptes de la classe 4.

Compte 41917 « Avances et contributions des hébergés » ainsi que les subdivisions suivantes :

- 419171 « provision versée par les hébergés en attente d'admission à l'aide sociale » ;
- 419172 « contributions des hébergés admis à l'aide sociale ».

Compte 44311 « opérations particulières avec les collectivités d'assistances - contributions versées par les hébergés ».

Compte 44312 « opérations particulières avec les collectivités d'assistances - contributions prélevées par le comptable ».

Compte 4433 « département ».

Annexe 1 et annexe 2

Compte de la classe 7.

Compte 7063 « prestation spécifique dépendance ».

Annexe 4 (page 92) et annexe 5 (page 96)

Comptes de la classe 4.

419171 « provision versée par les hébergés en attente d'admission à l'aide sociale ».

419172 « contributions des hébergés admis à l'aide sociale ».

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

44311 « opérations particulières avec les collectivités d'assistances - contributions versées par l'hébergé ».

44312 « Opérations particulières avec les collectivités d'assistances - contributions prélevées par le comptable ».

4433 « département ».

Annexe 4

Compte de la classe 7

7063 « prestation spécifique dépendance ».

Annexes n° 1, 2, 3, 4 et 5.

Comptes et libellés à modifier.

Le compte 4431 « Etat » s'intitule désormais compte 4431 « opérations particulières avec les collectivités d'assistance ».

Le compte 4432 « départements » s'intitule désormais compte 4432 « Etat ».

Il convient de préciser que les sommes figurant en balance de sortie, au 31 décembre 1997 :

- au compte 4431 « Etat » doivent être reprises manuellement, en balance d'entrée, au 1er janvier 1998 au compte 4432 « Etat » ;
- au compte 4432 « département » doivent être reprises manuellement, en balance d'entrée, au 1er janvier 1998 au compte 4433 « département ».

Le Ministre de l'Economie,
des Finances et de l'Industrie
pour le Ministre et par délégation
Le directeur de la
Comptabilité publique
et par délégation

Le Sous-directeur
chargé de la Sous-Direction D

Pierre-Louis MARIEL

La Ministre de l'Emploi
et de la Solidarité
pour la Ministre et par délégation
Le Directeur de l'Action sociale
et par délégation

Le Sous-Directeur du Travail Social
et des Institutions Sociales

Bernard GARRO

ANNEXE N° 2 : Décret n° 97-427 du 28 avril 1997 portant application de certaines dispositions de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance.

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

30 avril 1997 page 6530.

Décret **n° 97-427 du 28 avril 1997.**

Portant application de certaines dispositions de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance.

NOR: TASA9721345D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 355-1 et L. 815-2 ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 711-2 ;

Vu le code du travail, notamment son article L. 141-1 ;

Vu la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, modifiée, d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 75-535 du 30 juin 1975, modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, modifiée, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance ;

Vu le décret n° 97-426 du 28 avril 1997 relatif aux conditions et aux modalités d'attribution de la prestation spécifique dépendance instituée par la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997,

Décrète :

TITRE Ier
DU COMITE NATIONAL DE LA COORDINATION GERONTOLOGIQUE

Art. 1er. - Le Comité national de la coordination gérontologique prévu à l'article 1er de la loi du 24 janvier 1997 susvisée est présidé par le ministre chargé des personnes âgées ou, en son absence, par son représentant.

Il comprend :

1° Six représentants des départements désignés par l'assemblée des présidents des conseils généraux de France ;

Deux représentants des communes désignés respectivement par l'Association des maires de France et par l'Association des maires des grandes villes de France ;

2° Un représentant désigné par chacun des organismes de sécurité sociale suivants :

- la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés ;
- la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ;
- la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole ;
- l'Organisation autonome du régime d'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales ;
- la Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans ;
- la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales ;
- la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ;
- la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines ;

3° Un représentant désigné par chacune des organisations suivantes :

- la mutualité fonction publique ;

ANNEXE N° 2 (suite)

- l'Union nationale des centres communaux d'action sociale ;
- l'Union nationale interfédérale des oeuvres et organismes privés sanitaires et sociales ;
- l'Union nationale des associations de soins et services à domicile ;
- l'Union nationale des associations d'aide à domicile en milieu rural ;
- la Fédération hospitalière de France ;
- la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés à but non lucratif ;
- une organisation d'établissements privés pour personnes âgées ;

4° Deux représentants des médecins généralistes et deux représentants des infirmiers exerçant à titre libéral ;

5° Trois représentants d'associations et d'organisations de retraités désignés par le Comité national des retraités et personnes âgées et un représentant de l'Union nationale des associations familiales ;

6° Quatre membres choisis par le ministre chargé des personnes âgées en raison de leur compétence particulière en matière de gérontologie.

Art. 2. - Les membres du comité sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable par arrêté du ministre chargé des personnes âgées.

Art. 3. - Le comité se réunit au moins une fois par an sur convocation de son président. Il est réuni également à la demande d'un quart au moins de ses membres.

Le secrétariat du comité est assuré par la direction de l'action sociale.

Le comité peut constituer des groupes de travail et y associer des personnes compétentes extérieures.

Art. 4. - Lorsque le comité est saisi, au titre de sa fonction de médiation, de dossiers concernant la conclusion d'une convention prévue à l'article 1er de la loi du 24 janvier 1997 susvisée, il se réunit en commission spéciale qui comprend son président ou son représentant et les membres nommés au titre du 1° et du 2° de l'article 1er du présent décret.

Art. 5. - Le rapport public prévu au troisième alinéa de l'article 1er de la loi du 24 janvier 1997 susvisée rend compte de la mise en oeuvre de cette loi et notamment des conditions d'attribution, à domicile et en établissement, de la prestation spécifique dépendance dans l'ensemble des départements.

Le comité détermine sur proposition du ministre chargé des personnes âgées, la liste des données dont il doit disposer pour établir son rapport annuel. Ces données sont adressées par les signataires des conventions prévues à l'article 1er de la loi du 24 janvier 1997 susvisée au représentant de l'Etat dans le département.

TITRE II DISPOSITIONS GENERALES

Art. 6. - La grille nationale prévue à l'article 5 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée, décrite dans l'annexe I du présent décret, permet d'apprécier la plus ou moins grande capacité des demandeurs à effectuer diverses activités de la vie quotidienne. Cette capacité est cotée selon trois modalités conformément aux instructions contenues dans le guide de l'évaluation de la personne âgée dépendante fixé par arrêté du ministre chargé des personnes âgées. Pour classer les demandeurs, les données ainsi recueillies sont traitées par un mode opératoire de calcul unique décrit en annexe II et diffusé sous forme de logiciel par le ministère du travail et des affaires sociales.

L'annexe I au présent décret décrit également d'autres éléments dont il peut être tenu compte pour l'élaboration du plan d'aide et en particulier le lieu de résidence du demandeur et, le cas échéant, les aides publiques ou à titre gracieux dont il disposera.

Art. 7. - Les plafonds de ressources prévus à l'article 6 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée sont fixés à 72 000 F par an pour une personne seule et à 120 000 F par an pour un couple.

Art. 8. - La somme déduite des ressources du couple, prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée, est fixée à 2 000 F par mois.

Art. 9. - La prestation spécifique dépendance n'est pas versée lorsque son montant mensuel est inférieur ou égal à trois fois la valeur brute du salaire horaire minimum de croissance fixée par l'arrêté prévu à l'article D. 141-1 du code du travail. Elle n'est pas recouvrée lorsque le montant total de l'industrie est inférieur ou égal à ce même montant.

TITRE III DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE A DOMICILE

Art. 10. - Le délai prévu au troisième alinéa de l'article 15 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée, dans lequel l'équipe médico-sociale propose un plan d'aide au demandeur de la prestation spécifique dépendance, est fixé à quarante jours suivant la date de dépôt du dossier complet de la demande.

Le demandeur doit renvoyer le plan d'aide, complété de la mention : "bon pour accord" et de sa signature, au président du conseil général dans les huit jours. S'il refuse le plan proposé, il peut indiquer, dans le même délai, au président du conseil général celles des prestations de services du plan d'aide dont il souhaite bénéficier. Dans cette hypothèse, un nouveau plan d'aide lui est en conséquence proposé dans un délai de quinze jours.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Art. 11. - Le plafond prévu au troisième alinéa de l'article 16 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée est fixé à 10 % du montant maximum de la prestation spécifique dépendance prévu par le règlement départemental d'aide sociale en application de l'article 5 de ladite loi.

Le montant de la prestation pouvant être utilisé par le bénéficiaire pour acquitter des dépenses autres que de personnel est fixé dans la limite du plafond défini à l'alinéa précédent, dans la décision d'attribution de la prestation.

Le bénéficiaire de la prestation doit conserver les justificatifs des dépenses mentionnées à l'alinéa précédent, acquittées au cours des six derniers mois. Ces justificatifs doivent être présentés aux agents compétents du département.

Art. 12. - Lorsqu'elle est versée à son bénéficiaire, la prestation spécifique dépendance est mandatée, à compter du mois qui suit le mois de la décision d'attribution, au plus tard le 10 du mois au titre duquel elle est versée.

TITRE IV DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE EN ETABLISSEMENT

Art. 13. - Jusqu'à la passation de la convention prévue à l'article 5-1 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 susvisée, la tarification des prestations pouvant être prises en charge par la prestation spécifique dépendance dont il est fait mention à l'article 22 de la loi du 24 janvier 1997 est arrêtée par le président du conseil général pour chacun des établissements et pour chacun des groupes prévus à l'article 3 du décret du 28 avril 1997 susvisé.

TITRE V MODALITES D'EXERCICE DU CHOIX ENTRE L'ALLOCATION COMPENSATRICE ET LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE

Art. 14. - Toute personne qui peut choisir, aux termes du troisième ou du quatrième alinéa du I de l'article 39 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 susvisée, entre le maintien de l'allocation compensatrice ou le bénéfice de la prestation spécifique dépendance, peut déposer une demande pour cette prestation. Pour les personnes qui peuvent choisir en application du troisième alinéa susmentionné, cette demande doit être déposée deux mois avant l'âge de soixante ans ou avant la date d'échéance du versement fixée soit dans la décision d'attribution, soit lors de la dernière révision périodique.

Quarante jours au plus tard après le dépôt de cette demande, le président du conseil général informe l'intéressé du montant de la prestation dont il pourra bénéficier, assortir le cas échéant du plan d'aide correspondant.

Le demandeur doit faire connaître son choix au président du conseil général dans les huit jours, selon les modalités prévues au deuxième alinéa de l'article 10 du présent décret.

Art. 15. - Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 28 avril 1997 : Alain JUPPE

Le ministre du travail et des affaires sociales : Jacques BARROT

Le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation : Philippe VASSEUR

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation : Dominique PERBEN

Le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement : Alain LAMASSOURE

Directeur de la publication :
Michel GONNET

Impression : Imprimerie Nationale
27, rue de la Convention - 75732 PARIS CEDEX

ISSN : 0984 9114